

<https://www.snetap-fsu.fr/L-inter syndicale-CGT-FSU-UNSA-SNALC-SUD-Education-CNT-mobilisee-a-tous-les.html>



**L'intersyndicale CGT, FSU,
UNSA, SNALC, SUD
Éducation, CNT mobilisée à
tous les niveaux contre le
projet de réforme des lycées
pros**

Date de mise en ligne : mercredi 30 novembre 2022

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

[https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH81/capture_d_e_cran_2022-11-30_a_11.24_35-52a9c.png]

Les mobilisations réussies dans la voie professionnelle ont obligé le ministère de l'Éducation nationale à organiser une concertation avec l'intersyndicale, toujours engagée pour exiger le retrait du projet de réforme des lycées professionnels. Le ministère a enfin dû entendre la parole des personnels lors de la première réunion, vendredi 25 novembre

Plus d'école pour une formation solide et équilibrée

Après lecture du dernier communiqué de l'intersyndicale qui demande le retrait du projet de réforme, la concertation s'est organisée en deux temps. Tout d'abord les services de la DEPP ont présenté un état des lieux qui confirme les inquiétudes légitimes des personnels portées par l'intersyndicale : 69 % des entrants en lycée professionnel ont 15 ans et moins (25 % en 2005), 69 % des élèves de 2de présentent une maîtrise insuffisante et fragile en mathématiques et 40 % en français, 11 % décrochent sans qualification avec un taux important en classe de 2de. Ce premier bilan, s'il doit encore être affiné comme l'ont demandé les syndicats présents lors des échanges, concorde implacablement avec nos critiques du projet de réforme : les élèves de la voie professionnelle ont besoin de plus d'école adossé à une formation solide et équilibrée entre disciplines générales et professionnelles. C'est la condition indispensable pour garantir une insertion professionnelle qualifiante et des poursuites d'études nombreuses. La volonté du ministère d'augmenter coûte que coûte les temps de stage est irresponsable et n'est aucunement conduite dans l'intérêt des jeunes.

Puis, les syndicats ont fortement dénoncé le premier bilan de la réforme Blanquer de la voie professionnelle présenté par l'inspection générale. La vision du ministère est le plus souvent à l'opposé de celle des personnels forcés de la mettre en oeuvre. Les dispositifs de la réforme comme les familles de métiers ou encore du chef-d'oeuvre seraient plébiscités alors qu'ils concentrent sur le terrain la plus grande part des critiques. Les baisses horaires disciplinaires en enseignement général comme professionnel, dénoncées par l'ensemble des personnels, par l'intersyndicale de la voie professionnelle et au-delà (cf. tribunes d'historiens, d'associations disciplinaires, de parlementaires...), ne sont pas intégrées dans ce bilan comme un des facteurs explicites des difficultés accrues. Les syndicats ont été intransigeants et exigent des éléments quantitatifs et qualitatifs rigoureux et objectifs pour les prochaines réunions. L'intersyndicale demande aux ministres de reconduire ce format de concertation pour faire un vrai bilan de la transformation Blanquer de la voie professionnelle.

Les syndicats ont réussi à démontrer les contradictions majeures entre les besoins de la voie professionnelle pour faire réussir tous les élèves et ce projet de réforme. L'intersyndicale de la voie professionnelle n'est pas dupe de la volonté du ministère de poursuivre le démantèlement de nos lycées professionnels. Les mobilisations des personnels portées par l'intersyndicale ont forcé le ministère à desserrer le calendrier puisque les arbitrages auront lieu en mars et les expérimentations seront décalées en septembre 2023. Les mobilisations ont permis que la globalité du projet ne s'impose pas à l'ensemble des établissements dès la rentrée 2023. Face à ces premiers reculs, l'intersyndicale [CGT](#), [FSU](#), [UNSA](#), [SNALC](#), [SUD Éducation](#), [CNT](#) continue d'oeuvrer à tous les niveaux pour maintenir la mobilisation et soutient toutes les initiatives locales prises en décembre (banderoles, HIS communes, informations en direction du grand public...) avec l'objectif de construire une mobilisation réussie en janvier.

Paris, le 29 novembre 2022